



## DÉCLARATION LIMINAIRE

**CSAL DU 01/02/2024**

Monsieur le Président,

Depuis la constitution du nouveau gouvernement, nous sommes sans ministre de la Fonction publique, sans ministre du budget et avec un directeur général intérimaire !

Quel beau tiercé gagnant pour les agents de la DGFIP !

Au-delà de l'ironie, c'est malheureusement le signe du peu de considération de l'exécutif pour les agents publics.

Ainsi, ces agents qui représentent 20% de l'emploi salarié du pays, ces agents dont le Président de la République lui-même a vanté les mérites lors des crises financières, des attentats, de la COVID, des catastrophes climatiques, etc... sont rayés d'un trait de plume de ce nouveau gouvernement.

Pour FO Fonction publique, à l'heure où des millions d'agents attendent une revalorisation conséquente de leur pouvoir d'achat et une véritable carrière, l'absence d'un ministère dédié est une faute politique.

Cependant, il semble que cela soit une véritable volonté politique puisque le seul mot du Président de la République pour les fonctionnaires lors de sa conférence de presse du mardi 16 janvier aura été pour la rémunération au mérite...

Alors que nous revendiquons, depuis des mois, des négociations salariales et une refonte de la grille indiciaire, le Président balance la rémunération au mérite qui n'est qu'un leurre puisqu'elle n'a jamais permis de rendre attractive la Fonction publique mais qu'elle créera, au contraire, des inégalités voire des injustices entre les personnels et mettra le feu aux services.

La Fonction publique ne se gère pas comme une start-up.

Ce même 16 janvier dernier, 94 000 agents de la DGFIP ont failli s'étrangler ! Non, vous n'avez pas cauchemardé, le président de la république s'est exprimé ainsi : « Lors de mon 1<sup>er</sup> quinquennat, nous avons beaucoup fait : on a recréé des préfectures, on a réouvert des trésoreries sur le terrain ».

Ainsi, fermer 1 109 trésoreries en 5 ans pour créer 500 SGC, diviser par 4 le nombre de trésoreries hospitalières, au nom du délirant Nouveau Réseau de Proximité (qui n'est ni nouveau, ni un réseau et encore moins de proximité) est passé inaperçu aux yeux de notre président... Nous comprenons mieux maintenant la froideur dont nos directeurs locaux ont fait preuve pour fermer les trésoreries, puisque apparemment, personne n'a rien vu !

Quant aux France Services, dont le président a fait l'éloge, c'est une mauvaise réponse apportée à un vrai problème : en plus des 1109 trésoreries, 2/3 des services de publicité foncières ont été détruits, et 40 % des SIE et des SIP ont été supprimés... Les usagers, reçus par un fonctionnaire territorial, n'obtiennent pas de réponse immédiate : le problème est déporté dans le service concerné, déjà surchargé...

En même temps, le Directeur Général, a quitté le navire DGFIP de façon précipitée (mais peut-être y avait-il un match de foot avec Neymar à la télé ce jour-là ?), autant dire que nous ne le regretterons pas : il a œuvré pour la destruction du réseau, comme il l'avait fait pour la Douane avant la DGFIP, et laisse nos services à bout de souffle, et complètement désorientés.

Et il a laissé son successeur par intérim faire le sale boulot : le mea culpa GMBI ! De mémoire d'agent, la Direction Générale n'a jamais exprimé un tel repentir... Ce n'est pas comme si personne n'avait prévenu !

Et on pourrait penser que la prochaine fois, avant de lancer une telle campagne, la Direction Générale écouterait les agents et les représentants du personnel... Mais rien n'est moins sûr !

Monsieur le président, cette année 2024 commence bien mal pour tous les agents sur le plan émotionnel, que ce soit au SGC de Metz ou dans d'autres services.

La perte d'un agent est toujours difficile à gérer, particulièrement pour les agents qui l'ont côtoyé. Mais au-delà de cet événement tragique, chacun d'entre nous a son histoire, son vécu, ses problèmes, et cela rejaiilli forcément dans notre quotidien professionnel. Et ce quotidien ne laisse rien augurer de bon. Les restructurations de ce 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont très difficiles, et ont été menées à marche forcée, sans le consentement des agents. On aurait pu penser que certaines leçons étaient apprises, il n'en est rien, on peut même dire que c'est encore pire !

Le moral des troupes est au plus bas, et cela doit vous interpeller sans attendre.

Les fusions imaginées sur le papier ne sont pas les fusions des agents : l'être humain ne se calcule pas, il se vit.

Nous en appelons aujourd'hui aux conséquences désastreuses de ces restructurations sur la santé des agents. Et les retards accumulés depuis le 1<sup>er</sup> janvier pour les uns, et depuis plusieurs mois pour les autres, ne font qu'accentuer ce malaise, car les agents se sentent dépassés : les méthodes de travail ont changé, la charge de travail est plus lourde, et le sentiment du travail non fait est néfaste pour le moral et pour la santé des agents.

FO DGFIP Moselle ne cessera de le répéter : nous ne sommes pas des numéros ! Nous ne sommes pas des robots, ni des tableurs ! Ce qui rentre dans les cases d'un tableau ou d'un planning est différent de la réalité du terrain !

Et si nous devons parler d'attractivité à la DGFIP aujourd'hui, il serait difficile de trouver des arguments.

Nous évoquerons deux exemples en Moselle qui décochent toutes les cases de l'attractivité, de la promotion des femmes au sein de la DGFIP, de la place du handicap et de la capacité de la DGFIP à réparer ses propres erreurs.

Premier exemple : onze jours prélevés à tort sur la paye d'un agent... et aucune solution immédiate pour réparer cette erreur, avec des conséquences multiples sur le quotidien de cet agent, sans qu'aucune solution concrète n'ait pu être trouvée.

Deuxième exemple : une agente en congé de présence parentale (non rémunéré) tous les vendredis pour son enfant en situation de handicap, et qui voit sa titularisation dans le grade supérieur repoussée et un prélèvement sur sa paye de septembre opéré car absente le jour de sa prise de poste (un vendredi)... Comme si le handicap de l'enfant avait sa propre notion du temps !

Vous l'avez dit dans vos vœux Monsieur le Président : « Nous sommes tous acteurs de l'attractivité de notre administration : chaque communication positive sur la DGFIP, à titre privé ou public, sur nos valeurs, sur nos activités, sur nos réussites, améliore notre capacité à court et moyen terme à pourvoir nos emplois dans le département, et donc la qualité de vie au travail de tous.»

Vous l'admettez Monsieur le Président, en termes d'attractivité, on a vu mieux !

Pour ce qui concerne FO DGFIP Moselle, nous avons beau chercher, nous avons beau fouiller, nous ne trouvons rien de positif à dire.